

Le Canada est un ardent défenseur de l'égalité des sexes à l'échelle nationale et internationale, non seulement parce qu'elle est un aspect important des droits de la personne mais aussi parce qu'elle est un élément essentiel du développement démocratique.



Photo ACDI : Greg Kinch

Promotion de l'égalité des sexes

À Québec, les dirigeants ont appuyé le programme interaméricain de promotion des droits fondamentaux des femmes et de l'équité et l'égalité des sexes. Ils se sont engagés à favoriser l'égalité des sexes par des activités telles que le renforcement des institutions nationales responsables de la promotion des femmes, l'intégration d'un volet sur l'égalité des sexes dans tous les organismes et agences de l'OEA, et la promotion des droits fondamentaux des femmes en encourageant ces dernières à participer pleinement à la vie politique et à la prise de décisions à tous les paliers.

Le Canada est un ardent défenseur de l'égalité des sexes à l'échelle nationale et internationale, non seulement parce qu'elle est un aspect important des droits de la personne mais aussi parce qu'elle est un élément essentiel du développement démocratique. On ne peut parler de véritable développement que lorsque les femmes peuvent y participer au même titre que les hommes en tant que partenaires, décideuses et bénéficiaires du développement de leur société. Ces principes sont clairement reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Le Canada concentre ses efforts sur trois grands objectifs : favoriser l'autonomie économique et le bien-être des femmes, éliminer la violence systémique contre les femmes et les enfants, et promouvoir l'ensemble des droits fondamentaux des femmes.

Au Canada même, le gouvernement a adopté en 2000 le programme d'action pour l'égalité entre les sexes, qui vise à accroître les ressources du secteur bénévole, à faire participer la population à la formulation des politiques, à entreprendre et promouvoir des analyses consacrées aux comparaisons entre les sexes, à éliminer les obstacles à l'égalité des sexes et à concrétiser les engagements du Canada dans ce domaine. Ainsi, des fonctionnaires fédéraux et provinciaux et des représentants d'ONG ont participé à un programme de formation en analyses comparatives mis au point en 2001. Depuis 1999, le Canada a consacré près de 10 millions de dollars par année aux activités de la société civile qui visent à améliorer la situation économique des femmes, à éliminer la violence envers elles et leurs enfants, et à promouvoir la justice sociale.

Le Canada joue également un rôle actif à cet égard à l'échelle interaméricaine en faisant la promotion des droits et de l'autonomie financière des femmes. Il occupe notamment la vice-présidence du comité exécutif de la Commission interaméricaine des femmes pour 2002-2004 et aide la Commission à s'acquitter de son rôle de premier organe de décision en ce qui concerne les politiques relatives aux droits fondamentaux des femmes et à l'égalité des sexes au sein du système interaméricain. Le Canada a consacré 500 000 dollars à un programme de formation sur l'égalité des sexes mis sur pied en collaboration avec le secrétariat général de l'OEA.

En octobre 2002, le Canada a signé le Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ce protocole fournit aux Canadiennes de nouveaux mécanismes pour la promotion de leurs droits fondamentaux.

Collaboration entre les peuples autochtones

La Déclaration et le Plan d'action de Québec ont attiré l'attention des gouvernements des Amériques sur l'importance des questions autochtones. À titre de président du Sommet, le Canada a persuadé ses partenaires de donner un solide soutien au Sommet des Autochtones, lequel a précédé la réunion des chefs d'État et de gouvernement. Cette rencontre a permis aux représentants des peuples autochtones de tout le continent de mettre au point une déclaration qui a ensuite été remise aux dirigeants présents au Sommet de Québec.